

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 127 - VENDREDI 6 JANVIER 2012

LA CANAILLE DU FAUBOURG

50 milliards d'euros pour que les réacteurs nucléaires tournent pendant 60 ans ? Heureusement que ce sont des pro-nucléaires qui ont fait l'estimation !

AGENDA MILITANT

→ 8 janvier

Ile de France [Marine Le Pen dégage !](#)

→ 9 janvier

Paris [Contre le logement cher](#)

→ 10 janvier

Paris [Frantz Fanon, auteur et acteur de la décolonialisation](#)

→ 12 janvier

Paris [Voir /Palestine](#)

→ 14 janvier

Argenteuil [J. Gaillot - St.Hessel pour exiger Justice et vérité](#)
Paris [Journée nationale "audit citoyen de la dette"](#)

Châteaulin [AG Appel des appels Bretagne](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Campagne**

FASE : [Ne pas subir leur dette](#)

→ **Débats**

Edgar Morin : « [Nous avançons comme des somnambules vers la catastrophe](#) »
[L'évaluation en débat](#)

→ **Humeurs**

[Lettre ouverte de chômeurs et précaires à une \(ir\)responsable de Pôle emploi](#)

→ **Carte blanche à**

[Des vœux 2012, illustrés, solidaires, poétiques, satiriques](#)

2012 L'égalité à l'ordre du jour

Nous n'aurions pas pensé commencer l'année par ce constat : la légitimité du capitalisme fond comme neige au soleil aux yeux de tous, tandis qu'est amorcée une « *profonde crise des systèmes démocratiques dans le monde occidental* »⁽¹⁾.

Plus précisément, le lien entre l'impasse des solutions libérales et la régression antidémocratique de l'Union européenne devient évident : les peuples doivent être écartés des choix fondamentaux pour préserver l'ordre économique. La situation est loin d'être réjouissante, elle est même redoutable... mais autant le savoir si l'on veut peser.

Cependant, que manque-t-il encore pour que la critique et la colère évoluent en force constructive ? Quel est le mot qui, dans l'adresse aux Français ⁽²⁾ de François Hollande, pourtant destinée à énoncer des « *engagements forts* », passe au deuxième ou au troisième plan ?

L'égalité.

L'égalité manque dans presque tous les projets politiques, et dans celui de François Hollande en particulier. Le candidat socialiste met d'ailleurs à la place la « *justice* » par « *la seule valeur du mérite* ».

Si, pour lui, il faudra bien « *réduire les inégalités* », son « *redressement de la Nation* » consiste à répartir « *équitablement* » les efforts, et non à promouvoir une autre logique économique et sociale. C'est pourquoi il envisage seulement de « *réorienter* » la construction européenne, tandis que nous pensons que la crise actuelle nécessite de la refonder.

L'exigence de l'égalité, c'est affirmer que nous ne voulons pas d'une aumône sociale suite au désastre libéral. Et c'est aussi dépasser une critique engluée dans la nostalgie du passé - qui n'était pas rose ! - et une colère qui peut mener à un repli raciste ou nationaliste.

Au gré de la conjoncture politique et des avis des économistes qui l'entourent, François Hollande révisera à la baisse les ambitions du programme socialiste. Dès lors que l'anti-sarkozisme n'occupera pas tout l'espace, il fera sans cesse le grand écart entre la critique du libéralisme et des propositions résolument « raisonnables ».

Là où le candidat socialiste se réclame, comme tant d'autres avant lui, d'un « *vrai changement* », nous voulons porter avec le Front de gauche et Jean-Luc Mélenchon une exigence de transformation au diapason de la colère populaire et du désir d'égalité.

Meilleurs vœux, dans les têtes, dans la rue et dans les urnes, pour cette année 2012 !

● **Gilles Alfonsi et Michèle Kiintz**

⁽¹⁾ Editorial du *Monde* du 1^{er} janvier. Il commence ainsi : « Qu'il est loin le temps de *La fin de l'histoire* ! ».

⁽²⁾ *Libération*, 3 janvier 2012.

Les Palestiniens et la communauté internationale face au projet d'apartheid israélien

Malgré l'adhésion de la Palestine à l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et la libération récente de nombreux prisonniers palestiniens et de Salah Hamouri, le conflit israélo-palestinien est dans l'impasse.

En Israël, une résistance citoyenne se développe sur la question sociale, concrétisée par un fort mouvement des Indignés cet été. Et la dernière période a été marquée par le mouvement des femmes contre les régressions voulues par les religieux ultra, dont des manifestations extrémistes des derniers jours - utilisant des enfants portant des habits de prisonniers et l'étoile jaune - viennent de provoquer un scandale important.

Pendant ce temps, la population des territoires palestiniens continue d'être persécutée. Jean Brafman, de retour d'un séjour en Palestine au sein d'une délégation française, témoigne.

Dans quel cadre as-tu été amené à faire ce séjour dans les territoires palestiniens ?

J'ai fait partie d'une délégation de l'Association des élus communistes et républicains de Seine-Saint-Denis et de l'association Aulnay-Palestine Solidarité (1). Cette association de solidarité en faveur du peuple palestinien a fait un travail remarquable de préparation, en associant en France des participants très divers, hors de son territoire d'animation habituel. Lors de ce voyage, j'ai été porteur à la fois de mon militantisme très ancien en faveur d'un État palestinien indépendant et viable, qui inclut bien sûr le soutien aux pacifistes israéliens, mais aussi de la

parole des Communistes unitaires et des préoccupations, en matière de coopération, de Saint-Denis et de Plaine-Commune. On remarquera que j'emploie plus le terme de Palestine que celui de territoires occupés : « *It's the time* »... « *Yes, we can now* ».

Nous avons pendant dix jours, sillonné la Cisjordanie, Jérusalem Est et Ouest, Israël dans sa partie Nord à forte implantation de Palestiniens israéliens. Le choc était partout. Ainsi le 1^{er} jour à Hébron, nous avons été témoins de la colonisation dans son horreur extrême et dans son absurdité : 400 colons religieux fascistes protégés par 1 200 soldats israéliens d'un côté, des centaines de Palestiniens canalisés, freinés dans leur

mobilité, humiliés, contrôlés, de l'autre. Indignité à tout instant, insupportable de la part des descendants - une partie - de celles et ceux qui le furent tant dans l'histoire. Cela n'a pas cessé jusqu'à Jérusalem Est taraulée par la colonisation telle un cancer dont les ramifications s'étendent partout dans la vieille ville musulmane : elle est grignotée en haut avec des appartements au-dessus des échoppes arabes, provoquants avec leurs fioritures de drapeaux, et en bas avec des expropriations incessantes allant jusqu'à l'occupation par les colons de moitiés de villas palestiniennes, assorties d'agressions verbales, de jets d'ordures, de lâchers de chiens, de nuisances sonores délibérés. ●●●

(1) <http://aps93600.blogspot.com/> Voir en particulier le témoignage de Françoise et Daniel.



Délégation à B'illin (Photos : Jean Brafman)

●●● Notre confrontation au mur qui s'étend sur des centaines de kilomètres en grignotant la ligne verte des frontières de 1967 a également été un point fort de ce voyage. Nous l'avons dénoncé avec les Palestiniens à B'illin comme cela se fait tous les vendredis. Nous avons partagé avec eux gaz lacrymogènes et lance-jets de liquides malodorants. Bethléem, Ramallah, Al Ram, Jéricho, Mer Morte - une colonie touristique ! -, Tulkarrem et ses villages voisins, Nazareth, Jénine, Naplouse, Samarie, ont été autant d'étapes où se sont combinés contacts avec la population, échanges avec des militant/e/s, réunions avec des organisations et associations, visites et découvertes de structures d'artisanat, de paysages et de monuments attestant du potentiel palestinien qu'Israël s'évertue à contrecarrer quand elle ne peut pas s'en emparer.

Qu'est-ce qui t'a le plus marqué ?

Les larmes aux yeux : notre rencontre avec des enfants palestiniens prisonniers - 7 et 14 ans - certes libérés mais après avoir subi des interrogatoires musclés et dégradants durant plusieurs jours et sous le coup d'une procédure judiciaire qui reprendra, pour

condamnations, à 16 ans. Honteux et inadmissible. L'image la plus saisissante : les déserts pour des zones de sécurité et des colonies là où il y avait des centaines de milliers d'oliviers qui ont été coupés et déracinés. Les colonies sont

**1^{er} jour à Hébron.
Nous avons été témoins
de la colonisation dans
son horreur extrême
et son absurdité :
400 colons religieux
fascistes protégés par
1200 soldats israéliens
d'un côté, des centaines
de Palestiniens
canalisés, freinés dans
leur mobilité, humiliés,
contrôlés, de l'autre.**

les noyaux dominateurs - au sens topographique comme au plan des statuts des territoires et des hommes - reliés par un réseau performant d'autoroutes et de routes, sous le regard permanent

de forces de sécurité et de contrôle. La ségrégation ethnique y prédomine - les Palestiniens y sont interdits sauf comme force de travail surexploitée.

Tout ceci constitue un système global et cohérent visant à structurer l'appropriation de territoires, la relégation de la population et son enfermement - son stade ultime est en application à Gaza - ; tout en assurant une assistance minimale : UNRWA - Nations unies - pour les réfugiés de 1948 (dont nous avons visité des camps), USAIDS marquant les oboles américaines pour améliorer le passage du quotidien sans rien enlever, bien au contraire, de la logique du système que les Palestiniens nomment, à juste titre, apartheid (2). Des documents sont disponibles qui décrivent parfaitement ce processus, relevant des similitudes du projet israélien en Palestine et celui, vaincu, de l'ancien gouvernement d'Afrique du Sud : 12 % du territoire de la Palestine historique qui seraient sous autorité palestinienne, constitués de Gaza et de parcelles dispersées et reliées en Cisjordanie par des routes et tunnels "ethniques", soumis à une exploitation économique massive... et ayant vocation à regrouper, maintenant ou à terme, la population discriminée dont celle ●●●

(2) Pour étayer ce point, lire : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Apartheid>

●●● reléguée ou expulsée des 88 % sous administration israélienne.

Quelle est la situation concrète de la population ?

Globalement, les Palestiniens vivent mal, très mal. Assurer le quotidien est un exploit sans cesse renouvelé pour la plupart des familles. Le chômage est massif, les jeunes sans espoir, ce qui retentit sur leur vision de l'avenir et leur défiance vis-à-vis de tout le monde. La résignation est générale mais, contrairement, les actes de résistance pacifique sont quotidiens, empruntent tous les canaux et le fait d'exister face à la répression et à la colonisation en est l'expression majeure : jamais Israël ne pourra vaincre un tel peuple et tous les Palestiniens en sont conscients.

Ceux que nous avons rencontrés, simples citoyens ou représentants de différentes organisations, nous ont dit : « Aidez-nous, intervenez partout pour que cesse tout de suite l'occupation et la colonisation ». Cela venait avant même la revendication de la reconnaissance de l'État palestinien, le 194^{ème} à l'ONU, même si cette exigence est omniprésente dans un territoire dont moins de la moitié de la superficie est géré directement - mais sous regard israélien - par l'Autorité palestinienne. Le reste du territoire est un mélange de secteurs directement ou indirectement sous empreinte israélienne. Une situation ubuesque pouvant affecter des quartiers proches, entravant les déplacements – des check points fixes ou mobiles avec parfois des heures d'attente selon les caprices militaires. Travailler, étudier, visiter ses amis et familles, vaquer à des activités sociales et économiques relèvent, dans ces conditions, de l'exploit. Ainsi une rencontre fortuite au pied d'une installation de sécurité ayant englobé des villas palestiniennes : le directeur de l'université qui y habite, peut devoir attendre un quart



d'heure ou cinq heures devant une barrière pour retourner chez lui. La dignité, c'est lui. L'indignité, ce sont les forces de répression, des jeunes souvent, ce qui interroge sur les conséquences dans la société israélienne.

Nous sommes face à un système global et cohérent visant à structurer l'appropriation de territoires, la relégation de la population et son enfermement. Il existe des similitudes entre le projet israélien en Palestine et celui, vaincu, de l'ancien gouvernement d'Afrique du Sud.

Les biens fondamentaux sont accaparés par Israël et revendus très cher ; il y a une économie prédatrice et de profit de la colonisation et de l'occupation. L'eau, particulièrement. Les énergies,

électricité, gaz, essence et pétrole. Mais aussi les produits de consommation courante ou manufacturés qui viennent d'Israël ou de l'étranger admis obligatoirement sous contrôle et transfert israéliens par des plateformes commerciales israéliennes.

Cependant, ce qui retient le plus l'attention, c'est un certain décollage des activités à Ramallah et dans quelques secteurs palestiniens, autour d'une multitude de constructions, de l'implantation de banques et de leurs publicités, de commerces flambants neufs. La révolution nationale palestinienne n'est pas - ou n'est plus - une révolution sociale, les inégalités se creusent, une classe moyenne se développe, ayant accès aux biens et produits alors que la misère s'étend dans bien des territoires, et pas seulement sous le coup de l'occupation. C'est la contradiction de la société palestinienne actuelle, qui renvoie à la dynamique nécessaire des forces progressistes palestiniennes et à leur unité. Tout en considérant que l'unité nationale suite aux accords récents OLP - Hamas est saluée par tous, et pas seulement par les militants.

Dans le même temps, il y a un certain désenchantement, particulièrement de la jeunesse, avec fréquemment ●●●



Nous ne quitterons pas notre chez nous... Jérusalem.

●●● l'évocation d'une troisième Intifada, pacifique celle-là.

Je souligne enfin qu'aucun de nos interlocuteurs n'a exprimé de vision raciste, ni eu des propos antisémites, et que quasi tous - à l'exception de quelques acteurs de la société civile - sont pour deux États distincts : Palestine et Israël.

Quelle est la situation concernant les prisonniers palestiniens ?

C'est l'un des aspects les plus terribles : globalement la justice militaire et les dimensions de sécurité prévalent sur la justice civile. Cela signifie que l'arbitraire règne avec un nombre important de prisonniers - de 6 000 à 10 000 - dont de nombreux enfants. Depuis 1967, 700 000 Palestiniens sur 3,9 millions ont été arrêtés. Toutes les familles sont touchées. C'est attentatoire en permanence aux droits de l'homme, aux règles internationales, aux conventions sur les prisonniers civils, sur le traitement des enfants. Une épée de Damoclès plane sur la tête de tout Palestinien qui exprimerait une révolte sur son sort, manifesterait son opposition à l'occupation, à l'expulsion de son logement, à la prise de son terrain ou à la destruction de ses plantations, en

particulier d'oliviers. Le comportement arbitraire des forces d'occupation est de fait une incitation à se rebeller. Il faut saluer le courage et la force inouïs des familles palestiniennes qui conservent très majoritairement une seule ligne de conduite : le refus pacifique, le combat solidaire, le soutien aux maltraités, l'exigence politique et, plus que jamais, le rassemblement au-delà des différences et divergences. Nous nous le sommes dit un grand nombre de fois : nous n'accepterions pas de vivre le dixième de ce qu'ils subissent.

Vous avez été amenés à rencontrer les parents de Salah Hamouri, ce jeune franco-palestinien qui vient d'être libéré après avoir passé sept ans dans les geôles israéliennes...

Nous avons reçu, pour une rencontre amicale et des échanges, les parents de Salah Hamouri, Denise et Abou. Nous avons également vu à plusieurs reprises son oncle Ziad qui est très engagé dans les luttes contre les expulsions de logements et pour le soutien aux prisonniers, notamment les enfants. Autant le dire, ce sont des personnes formidables, d'une rigueur absolue et dont le militantisme

ne se départit jamais d'une humanité et d'un sens profond du collectif. Ils ne cèdent rien, ils ne lâchent rien ; lui-même, ils nous l'ont dit, a été inflexible sur le respect qui lui est dû de ses convictions, de son innocence. Malgré les conditions désastreuses et vexatoires de détention. Nous avons choisi la date de notre voyage pour l'accueillir à sa sortie de prison, Israël a joué avec sa vie et prolongé sa détention. Aujourd'hui, il est libéré, enfin ! Nicolas Sarkozy n'a pas fait grand-chose pour cela et cela rejoint la valse hésitation concernant l'admission de la Palestine : oui à l'UNESCO, non à l'ONU... les Palestiniens n'apprécient pas. Notons que Bertrand Delanoë, de passage à Jérusalem, a semblé découvrir cette situation : honteux... alors que Paris a tout fait pour Guilad Shalit !

Dans l'un des messages de votre journal de bord sur le Net, votre délégation a évoqué le problème des crimes d'honneur. De quoi s'agit-il ?

Une « tradition » ancestrale voudrait qu'en cas d'adultère ou de comportement sexuel jugé indigne des femmes, celles-ci et les protagonistes de leur comportement soient punis par ce qu'il faut bien appeler un assassinat, mais qui est présenté comme une « réparation de l'honneur ». Cela justifie toutes les violences faites aux femmes.

Les femmes palestiniennes, en pointe dans les combats pour la liberté, l'indépendance et l'égalité, ne l'acceptent pas. Et cela fait l'objet de tensions importantes au plan politique, notamment quand la question d'intégrer cette pratique dans la Constitution palestinienne en préparation a été avancée. Devant la levée de boucliers que cela a provoqué, une première victoire a été obtenue et l'article incriminé retiré. Le rassemblement sur la question nationale ne doit pas masquer les affrontements qui ont lieu sur les questions sociales et surtout sociétales. ●●●

●●● Où en est le combat politique pour la paix ?

Toutes les composantes politiques et associatives que nous avons rencontrées sont pour une solution pacifique, la portent comme une exigence pour eux-mêmes et pour l'étranger. Cela vaut pour le PPP - communistes -, le FDLP - extrême gauche nationaliste -, le Fatah, les proches du Hamas, comme pour les organisations sociales et de solidarité. Elles nous demandent toutes d'intervenir pour faire cesser l'occupation et la colonisation car la situation est telle, insupportable pour les habitants, que chacun prévoit une nouvelle Intifada si rien n'évolue. Intifada envisagée comme pacifiste certes, mais qui peut déboucher, du fait des Israéliens, sur de graves violences.

L'effondrement du courant pacifiste en Israël n'est pas de bonne augure pour y parvenir mais l'action conjointe avec les organisations de la gauche radicale d'Israël - Hadash, Daam, Meretz, etc...- et leurs associations citoyennes se poursuit et se renforce. L'élargissement dépendra du rapport de forces en Israël où le glissement de l'État vers l'extrême droite est évident, entraînant dans son sillage droite et sociaux-libéraux. La situation n'est pas figée. Ainsi, une majorité des Israéliens est pour un État palestinien, sans parler de l'explosion sociale, apparemment sans liens initiaux avec les questions de la paix, qui a eu lieu cet été avec les Indignés israéliens.

Avez-vous abordé la récente reconnaissance de la Palestine par l'Unesco ?

Tous les Palestiniens se félicitent de cette décision. Mais ils ne comprennent pas et dénoncent en des termes très durs la volte-face des pays européens, notamment de la France, au Conseil de sécurité quant à l'admission de la Palestine à l'ONU. Quel gâchis que cette décision de Nicolas Sarkozy ! Pour en revenir à



l'Unesco, l'entrée de la Palestine lui donnera des outils pour s'opposer à certaines expropriations de territoires chargés de dimensions historiques, archéologiques et culturels. Même renfort pour réhabiliter le patrimoine palestinien et pour exiger la récupération par la Palestine,

Toutes les composantes politiques et associatives que nous avons rencontrées sont pour une solution pacifique. Pour contribuer à la faire émerger, nous avons un rôle particulier à jouer pour décrypter les faits et les stratégies, qui sont terrifiants.

de nombres d'édifices et de lieux historiques, d'objets anciens que l'on peut dire «volés» par Israël ou ses alliés : le plus grand musée palestinien est le musée Guggenheim à New York.

Quel est l'état d'esprit qui prédomine actuellement parmi les Palestiniens ?

Un mélange de détermination et de résistance, de patience, de modération avec beaucoup d'interrogations et un peu de désespoir, notamment chez les jeunes. Mais surtout une attente générale : que s'arrêtent l'occupation et la colonisation israéliennes avec une urgence particulière pour Jérusalem Est. Et que tous les peuples, toutes les nations interviennent, fassent arrêter ces processus. Au-delà de notre solidarité morale, politique, matérielle, c'est de ce combat, le nôtre, dont ils ont le plus besoin aujourd'hui, avec son corollaire : l'exigence de la libération de tous les prisonniers, adultes et enfants.

Reste la question sociale et la confrontation politique pour les élections prévues en 2012 : l'unité des progressistes est aussi attendue pour mieux orienter les choix en matière économique, sociale, des droits des femmes, etc. Nous avons un rôle actif à jouer en multipliant les contacts et en évoquant nos propres démarches de rassemblement.

Et parmi les Israéliens ?

Ceux que nous avons rencontrés sont des Indignés, pour une part engagés dans les mouvements ●●●

●●● progressistes non sionistes, des dirigeants du PCI et des Palestiniens d'Israël associés au PCI dans la gestion de Nazareth. À des degrés divers, ils témoignent d'une dérive profonde de la société israélienne avec une crise économique, sociale et morale très profonde : l'ultralibéralisme, le chômage, un enfant sur trois sous le seuil de pauvreté et la concentration des richesses - 50% entre les mains de 12 familles -, la montée incessante des idées d'extrême-droite et ultra-religieuses et de leur agressivité, les conséquences graves de l'occupation et de la colonisation - coût et dégradation morale. Des centaines de milliers d'Israéliens se sont mobilisés durant l'été 2011, mais pour la plupart sans lier l'ensemble de ces questions. Là aussi, il faut absolument entretenir des relations avec eux pour contribuer à cette prise de conscience, au besoin d'unité, de rassemblement et de perspectives alternatives.

Quelles sont les priorités à porter en France ?

Contre l'occupation et la colonisation avec une urgence pour protéger Jérusalem Est et ses populations. Pour la campagne BDS de boycott, notamment des produits des colonies. Pour la reconnaissance de l'État palestinien à l'ONU. Pour les échanges en faveur de tous les progressistes. Je crois que nous avons un rôle particulier à jouer pour diffuser partout l'analyse qui est faite du système d'oppression et de domination expérimenté au Proche-Orient par l'intermédiaire d'Israël et des États-Unis. Ce n'est pas une démarche de propagande mais le décryptage des faits et des stratégies, qui sont terrifiants.

Qu'en est-il des coopérations avec des villes européennes, notamment françaises ?

Elles se poursuivent et on a pu en voir les

résultats : jardin d'enfants dans un camp de réfugiés avec Stains, restauration de sites historiques avec Lyon... Mais les Palestiniens souhaitent renforcer des coopérations à intérêts partagés : un apport concret pour eux, un retour concret également pour les habitants des villes concernées. Dans ce sens, nous avons été témoins des préparatifs de tournées théâtrales palestiniennes en France et d'une aspiration pour un développement du commerce, en particulier alimentaire, avec la France. Il reste à imaginer encore bien plus à des niveaux de collectivités non explorés - communautés d'agglomération, districts palestiniens. Nous pouvons faire quelques propositions, notamment à partir des collectivités à gestion progressiste et communiste.

Où en est la mise en place d'échange de solidarité entre Palestiniens et Français dans les domaines différenciés ?

Les savoir-faire des Palestiniens sont remarquables. C'est un peuple ingénieux, avide de formations et, peu de gens en France l'ont présent à l'esprit, qui a fourni des cadres, des techniciens et des universitaires de premier plan à différents pays - États-Unis, Canada, Pays du Golfe, Jordanie notamment. La Palestine d'aujourd'hui se bat dans des conditions inouïes pour préserver son potentiel, même quand Israël ferme ses universités.

Une question est particulièrement sensible : l'écologie. En effet l'environnement est en grave danger du fait des politiques agressives d'Israël également dans ce domaine : accès à l'eau et préservation de sa qualité, combat contre les pollutions créées par les productions

israéliennes polluantes délocalisées en Cisjordanie, traitement des déchets, développement des services publics d'entretien des villes et des infrastructures rurales... Plusieurs associations luttent et des habitants se mobilisent car, malgré le poids de tous les problèmes sur leur vie quotidienne, ils se sentent très concernés. À nous de développer aussi la solidarité écologique...

Enfin, il est vraiment important de multiplier les délégations en Palestine, pour de longs séjours, avec plusieurs finalités que je rappelle : observer la situation et en faire le constat, rencontrer les organisations et les associations, échanger avec la population au travers des multiples facettes de la réalité palestinienne, structurer une relation permanente avec les progressistes israéliens et palestiniens, développer le tourisme, promouvoir les productions matérielles et culturelles palestiniennes, construire des projets de coopération mutuelle. Dans ce combat, il s'agit non seulement de l'avenir de ce pays magnifique, de ces gens accueillants et dignes, ce qui est déjà beaucoup, mais aussi d'une part du sort de l'humanité, entre arsenal des dominations et épanouissement des libertés et de l'égalité.

● Entretien réalisé par **Gilles Alfonsi**



Trésor de guerre

Je suis frappée par la détermination dont font preuve aujourd'hui plusieurs centaines de salariés, menacés par la fermeture de leur entreprise, pour trouver de nouvelles issues et poursuivre l'activité. Il n'y a pas si longtemps, on était plutôt le dos au mur, à négocier le meilleur plan social.

Les salariés de SeaFrance portent un projet de reprise de leur entreprise sous forme de scop. En pleine tourmente sur les chiffres du chômage, ils obligent Sarkozy à se positionner sur leur projet, à désavouer ses ministres qui, le matin même de sa déclaration, indiquaient que le projet n'était pas viable (Kosiuscko Moriset sur France Inter).

Les salariés de Pétroplus bloquent toute sortie des produits actuellement en stocks - leur trésor de guerre, disent-ils - de la raffinerie de Petit-Couronne, suite à l'annonce du refus des banques suisses et françaises de créditer une ligne budgétaire, ce qui permettait d'acheter du pétrole brut. Les 550 salariés ont fermement indiqué qu'ils prenaient en main le dossier. Ils s'adressent directement au ministre de l'Industrie pour qu'il impose la reprise des raffineries concernées, et organisent la solidarité des salariés du secteur.

Le 8 décembre dernier, les Fralib obtiennent l'annulation du plan social. Mardi matin, ils étaient devant la boîte, pour exiger sa réouverture. Ils portent un projet alternatif de reprise par les salariés.

Les candidats de gauche à l'élection présidentielle défilent devant les boîtes, et soutiennent les luttes. C'est le moins que l'on puisse faire. Mais donner force politique à toutes ces luttes, c'est aller au-delà du soutien, c'est dégager des perspectives politiques de poursuite de l'activité.

Le "trésor de guerre" de ces salariés, ce ne sont pas seulement les produits actuellement en stocks dans la raffinerie. Les investissements réalisés sont depuis longtemps amortis, grâce aux heures passées par les travailleurs à raffiner le pétrole, entretenir les bateaux, ou programmer les machines qui mettent le thé en boîte. Leur trésor de guerre, ce sont leurs outils de travail, qu'il faut rénover, mettre aux normes, entretenir, ce sont leurs savoir-faire et qualifications acquises au fil des ans. Personne ne doit les obliger à les brader. Et pour reprendre une formule de manif : "Tout est à eux". Et avec eux, construisons les solutions pour qu'ils acquièrent le pouvoir de poursuivre leur activité.

Cette semaine, avec les militants de l'assemblée citoyenne du Front de gauche de Rennes, nous rencontrons les salariés de Paru-Vendu, journal sacrifié par le groupe Hersant qui a la responsabilité d'avoir mis sur le carreau 3 000 salariés en France sans laisser la possibilité d'envisager la moindre alternative.

Il y aura du grain à moudre à travers l'actualité.

● Sylvie Larue

Le doigt dans le clafoutis

Il est une fois

Certains se souviennent que le candidat Nicolas Sarkozy avait ainsi kârchérisé en 2006 un roman de Mme de La Fayette : « *L'autre jour, je m'amusais – on s'amuse comme on peut – à regarder le programme du concours d'attaché d'administration. Un sadique ou un imbécile – choisissez – avait mis dans le programme d'interroger les concurrents sur La Princesse de Clèves. Je ne sais pas si cela vous est souvent arrivé de demander à la guichetière ce qu'elle pensait de La Princesse de Clèves... Imaginez un peu le spectacle !* »

J'eus envie de faire bouffer de La Princesse de Clèves en veux-tu en voilà ! à ce Sarkozy méprisant la littérature, les enseignants, les postiers et les classes populaires. Fils d'ouvrier, j'avais en effet lu, grâce à un prof, ce roman mi-précieux, mi-libertin, qui m'avait aussi appris que dans "cucul la praline", il y a cul.

Las, je me suis rabattu sur Le Club des Cinq de mes dix ans, Bibliothèque Rose. Des histoires d'Enid Blyton, auteure britannique aimée dans son pays natal, traduite dans le monde entier : 400 millions d'ouvrages vendus. Bref, des livres normalisés et qui marchent, car tel est le critère des gens qui ne

savent que compter. J'ai retrouvé mon exemplaire du Club des Cinq et les saltimbanques.

Noël approchait. Je me suis procuré l'édition 2011 pour l'offrir à mon neveu, dont le cœur balance entre Harry Potter et Boris Vian. Surprises, surprises ! Le bouquin a été rebaptisé Le Club des Cinq et le Cirque de l'Etoile, politiquement plus correct. Partout, le présent a remplacé le passé simple. « *Claude soupira* » ? Non ! « *Claude soupire* ». Les « *nous* » ? Devenus « *on* » tellement plus impersonnels et passe-partout. Le jeune forain Pancho n'est plus « *battu* », mais « *giflé* ». Lou ne montre plus « *ses vilaines dents jaunes* » mais « *du doigt les roulettes rouges et vertes* ». Enfin, la méfiance des forains vis-à-vis de la police a été caviardée.

Enid Blyton n'était pas franchement féministe et véhiculait nombre de préjugés. Mais l'entreprise commerciale d'abaissement de ses ouvrages méprise les jeunes lectrices et lecteurs. Elle m'a rappelé quelqu'un.

Il est une fois La Princesse de Clèves.

● Philippe Stierlin

L'image de la semaine



Ici, sur les pentes des collines,
face au couchant
Et à la béance du temps,
Près des vergers à l'ombre coupée,
Tels les prisonniers,
Tels les chômeurs,
Nous cultivons l'espoir.

La gratuité du bon usage, le grand combat du 21^e siècle

Faire de la politique du point de vue des intérêts des « gens de peu » (Pierre Sensot), ce n'est pas seulement donner d'autres réponses aux questions dominantes, c'est apprendre à inventer d'autres questionnements, c'est donc ouvrir le système. Il y a urgence à bousculer les différentes familles des gauches et de l'écologie pour les contraindre à faire de la politique autrement. La gauche est convaincue depuis un siècle qu'il faut d'abord faire croître le gâteau (PIB) avant de le partager. Ce principe est illusoire et... fautif. La croissance est toujours génératrice d'inégalités sociales. Elle casse les cultures populaires et toutes les formes protosocialistes d'existence. Le grand combat, c'est de (re)développer les biens communs, de redevenir des partageux.

Les gauches antiproductivistes proposent pour cela de mettre la question de la gratuité (donc celle des communs) au cœur de nos réflexions mais aussi de nos combats. La gratuité c'est déjà bon socialement puisque c'est une réponse concrète à l'urgence sociale, c'est une réponse au mouvement de « démoyennisation de la société » ; c'est une façon de réapprendre à définir les besoins sociaux à partir de la valeur d'usage. On nous dira que la gratuité n'existe pas, que tout a un coût... certes, mais raison de plus pour faire le bon choix, raison de plus pour rendre la parole à ceux qui en sont privés.

Nous proposons d'avancer vers la gratuité du bon usage face au



renchérissement voire à l'interdiction du mésusage, sans qu'il y ait de définition scientifique ou moraliste. Le bon usage est ce que les citoyens décident : pourquoi payer son eau le même prix pour faire son ménage et remplir sa piscine privée ? Cela vaut pour tous les besoins sociaux. Les collectivités qui questionnent de cette façon la population vont dans le bon sens : préfète-t-on la gratuité du stationnement pour les voitures ou celle de l'eau vitale ? Elles découvrent une autre façon de faire de la politique qui lie les contraintes écologiques avec le souci de justice sociale et le besoin de reconnaissance. Le colloque co-organisé par *Le Sarkophage* et la communauté d'agglomération « les lacs de l'Essonne » montre que beaucoup de choses existent déjà, ici, on commence par la gratuité de l'eau vitale, ailleurs, par celle des transports en commun ou de la restauration scolaire, ailleurs encore par celle des services funéraires, etc. Tous ces petits bouts de gratuité ne font pas une révolution... mais suscitent le désir de vivre autrement.

La gratuité, c'est bon politiquement, car c'est une façon de reprendre la main sur la droite et la fausse gauche, c'est rappeler qu'il existe deux conceptions de la gratuité : d'une part une gratuité

d'accompagnement du système (la gratuité pour les pauvres), mais cette gratuité-là ne va jamais sans condescendance (est-ce que vous êtes un pauvre méritant ?), ni sans flicage (est-ce que vous êtes un vrai demandeur d'emploi), et, d'autre part, une gratuité d'émancipation, celle des communs. Ce qui est beau avec l'école publique, c'est qu'on ne demande pas à l'enfant s'il est gosse de riche ou de pauvre, mais qu'il est admis en tant qu'enfant. Pourquoi ce qui est vrai pour l'école ne devrait-il pas l'être pour le logement, l'alimentation, la santé ?

La gratuité, c'est également bon écologiquement parce qu'elle nous oblige à faire des choix, parce qu'elle pose la question des limites et du partage, parce que face au capitalisme qui insécurise et gouverne par la peur, elle sécurise économiquement, elle permet donc de développer d'autres facettes de nos personnalités (ne pas être -seulement un forçat du travail et de la consommation mais mille autres choses...).

La gratuité, c'est enfin bon anthropologiquement, car elle interfère avec la question du don. La gauche a trop longtemps oublié que le capitalisme, c'est trois choses. C'est d'abord un système de production des richesses qui ●●●

●●● repose sur l'exploitation. Cela, les gauches et les milieux écologistes savent encore (assez) bien le dénoncer. Le capitalisme, c'est aussi l'imposition de modes de vie et de produits qui lui sont spécifiques. Cela, les gauches et même l'écologie ne savent plus trop le dénoncer. Mais le capitalisme, c'est aussi une réponse à nos angoisses existentielles (peur de mourir, sentiment de finitude), cette réponse capitaliste c'est le "toujours plus" (de richesses économiques ou de pouvoir. C'est à ce titre que le capitalisme nous donne à jouir. Nous ne pourrions passer de cette "jouissance d'emprise" à une "jouissance d'être" que si les gauches inventent leurs propres dissolvants d'angoisse existentielle... que si elles se remettent du côté de la fabrique de l'humain (moins de biens, plus de liens), que si elles renouent avec le syndicalisme à bases multiples, avec l'éco-communisme municipal, que si elles favorisent les pépinières d'alternatives (coopératives, etc.).

Ce combat pour la gratuité a besoin d'une traduction politique forte avec l'exigence d'un revenu garanti couplé à un revenu maximal autorisé, revenu garanti qui peut être donné principalement sous une forme démonétarisée, c'est-à-dire en droits d'usage. Ce combat pour la gratuité croise celui pour la recherche de nouveaux "gros mots" pour dire le besoin d'émancipation : le "buen vivir", la vie pleine, les jours heureux, etc.

● **Paul Ariès**

Directeur du *Sarkophage/A cause du peuple*
 Rédacteur en chef de la revue internationale *les Zindigné(e)s*
 Auteur de *La simplicité volontaire contre le mythe de l'abondance*, La Découverte, Poche, 2011,
Le socialisme gourmand, traité politique du bien vivre, La Découverte, mars 2012

Cerises est édité
 par les Communistes unitaires
 Noyau de *Cerises*: Gilles Alfonsi
 Gilles Boitte, Michèle Kiintz
 Roger Martelli, Philippe Stierlin
 Catherine Tricot, Zarz
 contact.cerises@gmail.com
 www.cerisesenligne.fr

DELICIEUX



256 p., 23 €
 Ed. Sindbad - Actes Sud
 Etudes palestiniennes

Coordonné par Dominique Vidal, cet ouvrage est plus qu'utile pour faire le point des aspects historiques, juridiques, démographiques, économiques, politiques et diplomatiques auxquels ont été

confrontés les Palestiniens. de nombreuses références permettent d'en compléter les informations et points de vue.

1947, partage de la Palestine, 1967 occupation de la Cisjordanie et de Gaza, 1993 accords d'Oslo et, presque 20 ans plus tard, Israël poursuit sa politique expansionniste, discriminatoire, tolérée quand elle n'est pas favorisée par bien des États, USA en tête, mais aussi ceux de l'Union européenne.

L'inégalité croissante - économique, démographique, sociale - entre Israël et les Palestiniens, le morcellement - la bantoustanisation - du territoire palestinien permettent-ils d'envisager un État palestinien viable, donc deux États israélien et palestinien cohabitant puis, peut-être, se fédérant ? Comment réussir demain ce qui a échoué jusqu'à présent, que ce soit par les soulèvements - les Intifada - et les négociations politico-diplomatiques ? L'entrée de la Palestine à l'UNESCO sera-t-elle sinon un premier pas, du moins un sérieux atout ? L'ouvrage, rédigé peu avant ce premier succès, fournit les clefs d'une analyse lucide, nuancée et accessible, y compris sur les aspects de droit international qui renvoient aux responsabilités des États liés à la partition puis la domination et l'étranglement palestinienne. Nécessaire pour participer à la lutte des Palestiniens pour leur droit à l'auto-détermination, à leur émancipation.

● **Michèle Kiintz**



Faites passer les *Cerises*
 à votre famille, vos amis
 vos collègues.
 Pour recevoir l'hebdo :
 un mail à
cerises.contact@gmail.com

Un 4 pages de la FASE

Faire apparaître le plus fortement possible une gauche anticapitaliste dans cette campagne, c'est contribuer à refuser les dérives antidémocratiques. Plus le résultat de Jean-Luc Mélenchon sera élevé, mieux ce sera. Créons des Assemblées citoyennes partout pour que la parole d'en bas se fasse entendre, pour que nos exigences s'imposent aux candidats, puis aux élus. Nous agissons pour que les forces du capital soient enfin confrontées à un vrai front, multiforme, de la transformation sociale et écologique.

La Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE), janvier 2012

Photographie : manifestation lors de la grève générale du 2 novembre 2011, dans le cadre du mouvement « Occupy Oakland » (USA) - Auteur : Brian Sims

Ne pas subir leur dette !

Rarement le capitalisme aura montré de façon si caricaturale sa nocivité pour la grande majorité. Tout un système, organisé par et pour une oligarchie, fait subir aux peuples une crise qui s'amplifie.

Refusons de subir leurs mensonges ! Oui, il est possible de changer de logique économique et financière, à condition qu'un mouvement populaire exige les mesures nécessaires pour rompre avec la propriété privée capitaliste du système bancaire et financier.

« Taxer la spéculation » peut paraître une bonne idée. Mais qui peut penser que ce type de mesures suffirait et mettrait un terme à l'enrichissement d'une classe de rentiers aux dépens des travailleurs ? Tout juste cette mesure permettrait-elle de limiter les dégâts, mais elle ne résoudrait pas le problème de fond.

Qui sont les véritables producteurs de richesses ? Sans salarié-e-s, pas de production. Il est temps de remettre les affaires de ce monde à l'endroit ! **Ceux qui produisent les richesses doivent pouvoir décider de leur utilisation.**

Les défis sont de plus en plus évidents.

La FASE propose des mobilisations pour :

- **imposer un moratoire sur les dettes publiques** débouchant sur la répudiation de celles qui sont illégitimes ;
- **prendre l'argent à ceux qui en ont trop** notamment à travers une réforme de la fiscalité, pour utiliser autrement les richesses ;
- **exproprier et socialiser les banques et les grands moyens de production** pour changer l'économie et nos vies quotidiennes ;
- **refuser le Traité antidémocratique Sarkozy-Merkel et exiger une refonte des institutions européennes**, en lien avec le Parti de la gauche européenne (<http://fr.european-left.org>).

Il est où le problème ?

Le gouvernement clame cette absurdité à tue-tête : « vous vivez au dessus de vos moyens ». De qui parle-t-il ? De la moitié de la population qui perçoit moins de 1600 € par mois ? Des 8 millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté en France ? La plupart ne partent pas en vacances ; de plus en plus évitent pour des raisons financières d'aller voir un médecin et n'ont plus accès aux médicaments ; des millions sont confrontés au mal logement...

Il faut connaître la nature du problème, les véritables motifs de l'endettement et l'identité des créanciers.

Ce document propose des éléments d'analyse et quelques pistes de rupture. Notre site contient de nombreuses contributions complémentaires, d'économistes, de syndicalistes, d'universitaires, d'altermondialistes... français et européens.

La FASE
20 rue Chaudron
75010 - Paris
www.lafederation.org
contact@lafederation.org

LA
FÉDÉRATION
pour une alternative
sociale et écologique

participe au
**FRONT
DE GAUCHE**
www.placeaurope2012.fr

« Rarement le capitalisme aura montré de façon si caricaturale sa nocivité pour la grande majorité. Tout un système, organisé par et pour une oligarchie, fait subir aux peuples une crise qui s'amplifie... » La FASE développe ses propres analyses sur la dette dans un document de 4 pages et soumet au débat public ses propositions.